



Parmi les manifestants, beaucoup d'inquiétude pour le fonctionnement des centres sociaux. PHOTO L.P.

Tintamarre des centres sociaux devant la CAF

Solidarité

L'union des centres sociaux des Bouches-du-Rhône appelait à un rassemblement hier pour obtenir plus de moyens à l'occasion de la discussion de la prochaine convention-cadre.

Elle dénonce le désengagement de la région et de l'État avec notamment la suppression des emplois aidés.

MARSEILLE

Un sacré vacarme. Cymbales, casseroles et tambours, les centres sociaux des Bouches-du-Rhône étaient bien décidés à se faire entendre hier devant la CAF dans le 14^e arrondissement, à l'occasion des discussions sur la prochaine convention-cadre permettant de financer leurs actions.

« On nous demande de faire plus avec moins de moyens », s'indigne Jean-Pierre Lévy, le président de l'union des centres sociaux des Bouches-du-Rhône qui déplore « le retrait très probable de la Région sur le plan du financement. Cela s'ajoute au désengagement de l'État qui supprime massivement les contrats aidés ».

Il souhaite « avoir plus de

temps pour discuter avec tous les partenaires appelés à signer cette convention-cadre notamment la CAF, l'État, la Région », indique-t-il, déterminé à obtenir des avancées.

Dans le rassemblement, directeurs de centre, mais aussi administrateurs bénévoles et usagers font tous le même constat.

« Les CUI, ils peuvent les supprimer, on veut des CDI ! »

Anne-Christine Lizée, directrice du centre social Les Salyens à Vitrolles géré par l'association AVES, ne cache pas son inquiétude : « Aujourd'hui je ne sais pas comment équilibrer mon budget 2018. On perd l'aide de l'État, celle de la Région. Au fur et à mesure on a perdu les emplois aidés. Il n'en reste que trois contrats dont un prend fin en octobre », explique-t-elle. « On espère une prise de conscience des financeurs car ce sont des postes de base qui sont touchés et avec eux les services les plus importants rendus à la population », ajoute-t-elle. Selon Anne-Christine Lizée, « la dernière fois la CAF a augmenté sa participation financière mais globalement toutes nos ressources sont en baisse ».

Non loin, Hélène Barthélémy, vice-présidente du centre social Del Rio à la Viste dans le 15^e arrondissement de Marseille, enrage : « depuis des années on donne des moyens précaires aux associa-

tions qui sont sur le terrain dans les quartiers. Aujourd'hui même ces moyens précaires on nous les retire ! ». Pas vraiment nostalgique de la précarité des contrats aidés, elle lance : « les CUI, ils peuvent les supprimer, on veut des CDI ! »

À ses côtés, Anissa Cheurfa, administratrice du centre social mais également présidente du comité d'intérêt de quartier de la Viste rappelle la détresse sociale des résidents. « Nous habitons le quartier où le taux de chômage des jeunes est le plus élevé de la ville, on ne peut pas réduire, les moyens des seuls qui agissent pour le lien social », insiste-t-elle. Amère, elle confie qu'elle a voté Emmanuel Macron « par défaut » et que sa décision sur les contrats aidés est « très grave ».

Présidente du même centre, Marja Thieule ne digère pas la manière dont le gouvernement a annoncé ce qui ressemble bien à un plan de licenciement géant. « Les personnes en emploi aidé n'ont même pas été prévenues. Ça a été très mal fait, elle ont appris ça parfois en rentrant de vacances », regrette-t-elle.

Un père de famille venu soutenir les responsables des centres sociaux et les personnels mobilisés, témoigne : « je gagne 930 euros par mois et mes quatre enfants sont au chômage. Pourquoi on s'en prend encore au centre social ? »

La question reste entière.

L.P.